

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION
DES DOCUMENTS "SEC"

Dossier SEC(76)3808

Vol. 1976/0107

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25.3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

Bruxelles, le 23 octobre 1976

SEC(76) 3808

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

QUESTIONS PARLEMENTAIRES PROCEDURE ECRITE N° Q.E. 0671/76

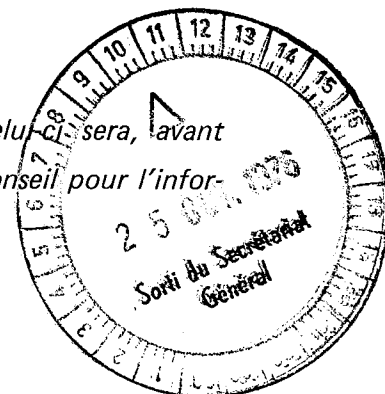
Délai : VENDREDI 29 OCTOBRE 1976 - 12 H

Observations éventuelles à M. BURATTINI, BERL. 11/98 - tél. 2324

OBJET : Adoption du projet de réponse à la question écrite n° 445/76
posée par M. SPRINGORUM
sur les objectifs de la Commission en matière de politique énergétique

projet établi par M. SIMONET.

Aussitôt après l'approbation de ce texte de réponse, celui-ci sera, avant
d'être transmis au Parlement Européen, communiqué au Conseil pour l'infor-
mation du Comité des Représentants permanents.



P.J. question
projet de réponse

C.J. AUDLAND
Secrétaire Général adjoint

Copie à : MM. les Directeurs Généraux
Service Juridique
Cabinet de M. le Président

PARLEMENT EUROPÉEN

Question écrite n° 445/76

de M. Springorum

à la Commission des Communautés européennes

Objet : Objectifs de la Commission en matière de politique énergétique

Dans sa réponse à une petite question relative aux orientations en matière de politique énergétique, de politique économique et de politique de l'emploi dans le secteur des mines de houille (Drs. 7/5654), le gouvernement fédéral allemand a déclaré, en se référant aux points 13 et 14, qu'en ce qui concerne ses objectifs en matière de production charbonnière la Commission des Communautés européennes n'avait jusqu'à présent pas présenté de propositions concrètes quant à la manière dont ceux-ci pourraient être réalisés par des actions communautaires, ajoutant que les propositions allemandes en la matière n'avaient jusqu'ici pas été retenues.

La Commission est invitée à répondre aux questions suivantes :

1. Quelles raisons l'ont conduite à ne présenter aucune proposition concrète pour la réalisation de ses objectifs ?
2. A-t-elle l'intention d'en présenter encore dans un avenir prévisible ?
3. Quelles raisons l'ont conduite à ne pas retenir les propositions du gouvernement fédéral allemand ?

le 15
Embargo pour distribution et publication : septembre 1976

REPONSE A LA QUESTION ECRITE N° 445/76 DE M. SPRINGORUM

1. La Commission et les Etats membres se concertent dans le cadre du Comité de l'énergie créé par décision du Conseil du 30 janvier 1974 ; ce Comité assiste la Commission dans l'élaboration de ses propositions en matière de politique énergétique. Dans une communication au Conseil du 16 janvier 1976, la Commission a indiqué comment pourraient être mises en oeuvre les orientations de politique énergétique données par le Conseil européen lors de sa réunion à Rome les 1er et 2 décembre 1975. Y sont également examinées les mesures destinées à :

- continuer à garantir l'écoulement du charbon à coke (révision du régime d'aide au charbon à coke actuellement en vigueur) ;
- garantir l'écoulement du charbon utilisé par les centrales électriques ;
- assurer un financement communautaire des stocks.

Ces mesures ont pour objet de contribuer à la réalisation de l'objectif communautaire d'une stabilisation à long terme de la production houillère de la Communauté. La Commission étudie en particulier à l'heure actuelle des mesures propres à garantir l'écoulement du charbon utilisé par les centrales électriques.

Le Comité de l'énergie n'a pas encore terminé l'examen des points précités.

2. Oui.
2. Oui.

3. La position du Gouvernement fédéral en matière de politique charbonnière a été communiquée à la Commission et au Comité de l'énergie. La Commission a pu constater l'étroit parallélisme existant à maints égards entre le point de vue du Gouvernement fédéral et la politique qu'elle préconise en la matière.

TEXTE D

Bruxelles, le 23 octobre 1976

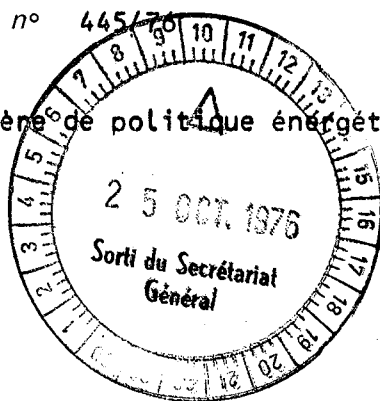
NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

QUESTIONS PARLEMENTAIRES PROCEDURE ECRITE N° Q.E. 0671/76

Délai : VENDREDI 29 OCTOBRE 1976 - 12 H

Observations éventuelles à M. BURATTINI, BERL. 11/98 - tél. 2324

OBJET : Adoption du projet de réponse à la question écrite n° 445/76
posée par M. SPRINGORUM
sur les objectifs de la Commission en matière de politique énergétique
projet établi par M. SIMONET.



Aussitôt après l'approbation de ce texte de réponse, celui-ci sera, avant d'être transmis au Parlement Européen, communiqué au Conseil pour l'information du Comité des Représentants permanents.

P.J. question
projet de réponse

C.J. AUDLAND
Secrétaire Général adjoint

Copie à : MM. les Directeurs Généraux
Service Juridique
Cabinet de M. le Président

EUROPÄISCHES PARLAMENT

— Schriftliche Anfrage Nr. 445/76

von Herrn Springorum

an die Kommission der Europäischen Gemeinschaften

Betrifft: Zielvorstellungen der Kommission der Europäischen Gemeinschaften zur Energiepolitik

In einer Antwort der Deutschen Bundesregierung auf eine kleine Anfrage betr. Entscheidungsgrundlagen für die Energie-, Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik im Bereich des Steinkohlenbergbaus (Drs. 7/5654) hat die Bundesregierung zu den Fragen unter Ziffern 13 und 14 mitgeteilt, dass die Kommission der Europäischen Gemeinschaften (betr. ihre Zielvorstellungen für die Kohleproduktion) bisher keine konkreten Vorschläge gemacht hat, wie diese Erwartung durch Gemeinschaftsaktionen realisiert werden könnte. Entsprechende deutsche Vorschläge seien bisher nicht aufgenommen worden.

Die Kommission wird um Beantwortung folgender Fragen gebeten:

1. Welches sind die Gründe, die die Kommission veranlasst haben, keine konkreten Vorschläge für die Erfüllung ihrer Zielvorstellungen zu machen?
2. Beabsichtigt die Kommission noch, solche Vorschläge in absehbarer Zeit zu machen?
- 3. Was hat die Kommission veranlasst, die Vorschläge der Deutschen Bundesregierung nicht aufzunehmen?

Sperrfrist für Verteilung und Veröffentlichung:

15. September 1976

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Nr. 445/76 von Herrn Springorum

1. Im Rahmen des mit Ratsentscheidung vom 30. Januar 1974 geschaffenen Energieausschusses konsultieren sich Kommission und Mitgliedstaaten; der Ausschuss unterstützt dabei die Kommission bei der Ausarbeitung ihrer Vorschläge auf energiepolitischem Gebiet. Die Kommission hat in einer Mitteilung an den Rat vom 16. Januar 1976 ausgeführt, wie die energiepolitischen Zielvorstellungen des Europäischen Rates auf dem Treffen von Rom am 1. und 2. Dezember 1975 verwirklicht werden könnten. In dieser Mitteilung werden auch Massnahmen zur

- weiteren Absatzsicherung der Koks-kohle (Revision der bestehenden Koks-kohlenbeihilferegelung),
- Sicherung des Absatzes von Kraftwerkskohle und
- gemeinschaftlichen Finanzierung der Kohlenhalden

erörtert. Diese Massnahmen sollen das Gemeinschaftsziel, die Steinkohlenförderung der Gemeinschaft langfristig zu stabilisieren, verwirklichen helfen. Besonders für die Sicherung des Absatzes von Kraftwerkskohle werden gegenwärtig bei der Kommission intensive Untersuchungen durchgeführt.

Die Beratungen des Energieausschusses zu den oben genannten Punkten sind noch nicht abgeschlossen.

2. Ja.

3. Die kohlenpolitischen Vorstellungen der Bundesregierung sind der Kommission im Energieausschuss mitgeteilt worden. Die Kommission hat feststellen können, dass die Ansichten der Bundesregierung in vieler Hinsicht mit den unter 1) erwähnten Vorstellungen der Kommission parallel laufen.

TEXTE E

Bruxelles, le

23 octobre 1976

SEC(76) 3808

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

QUESTIONS PARLEMENTAIRES PROCEDURE ECRITE N° Q.E. 0671/76

Délai : VENDREDI 29 OCTOBRE 1976 - 12 H

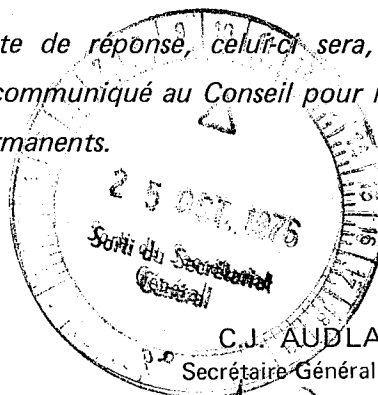
Observations éventuelles à M. BURATTINI, BERL. 11/98 - tél. 2324

OBJET : Adoption du projet de réponse à la question écrite n° 445/76
posée par M. SPRINGORUM
sur les objectifs de la Commission en matière de politique énergétique

projet établi par M. SIMONET.

Aussitôt après l'approbation de ce texte de réponse, celui-ci sera, avant d'être transmis au Parlement Européen, communiqué au Conseil pour l'information du Comité des Représentants permanents.

P.J. question
projet de réponse



C.J. AUDLAND
Secrétaire Général adjoint

Copie à : MM. les Directeurs Généraux
Service Juridique
Cabinet de M. le Président

EUROPEAN PARLIAMENT

Written Question No. 445/76

by Mr Springorum

to the Commission of the European Communities

Subject: Energy policy objectives of the Commission of the European Communities

In a reply to a written question regarding the reasons behind decisions on the energy, economic and employment policies in the coalmining sector (Drs. 7/5654), the German Federal Government stated under points 13 and 14 that the Commission of the European Communities had so far made no concrete proposals as to how its objectives in coal production could be achieved by Community action. German suggestions on the subject had so far not been taken up.

Would the Commission reply to the following questions:

1. For what reasons has it not made any concrete proposals for the achievement of its objectives?
2. Does it still intend putting forward such proposals within the foreseeable future?
3. Why did it not take up the German Federal Government's proposals?

Release date for distribution and publication: 15 September 1976

ANSWER TO WRITTEN QUESTION NO 445/76 BY MR SPRINGORUM

1. Under Council decision of 30th January 1974, the Commission and Member States consult together in the Energy Committee. The Committee assists the Commission in formulation their proposals in the field of energy policy. In a Communication to the Council dated 16th January 1976, the Commission set out how the energy policy objectives of the European Council of Rome of 1st and 2nd December 1975 could be realized; the following other measures are also discussed :

- further steps to secure sales of coking coal (revision of the current coking coal assistance system);
- measures to secure sales of power station coal;
- Community financing of coal stocks.

The aim of such measures is to achieve the Community target of long-term stabilization of coal production. The Commission is actually engaged in specific studies on measures to secure sales of power station coal.

The Energy Committee discussions on these subjects have not yet been completed.

2. Yes.

3. The Commission and the Energy Committee have been informed of the German Government's ideas on coal policy. The Commission has noted that, in many respects, these ideas are on very similar lines to the Commission's own policies.